

Le temps du droit et le droit du temps

Danièle Bourcier
CNRS

Mots clefs :

Mémoire – écriture – oralité -évolution- amnistie - prescription- promesse- engagement -

Résumé :

Le droit est un miroir du temps. D'un côté l'image renvoie au temps plus ou moins long de l'élaboration, de l'inscription, de l'application, de la mémoire, tant de la loi commune que de la justice. La temporalité juridique n'est pas la même suivant que le droit est coutumier ou écrit. Ordre spontané ou positif, le temps transforme sans arrêt dans des montages sans fin (Legendre) le Texte de loi (Le Journal Officiel paraît tous les jours). Il est courant dans nos sociétés contemporaines d'affirmer que le rythme de cette transformation s'accélère. On le dit souvent en ces termes : le droit devient inflationniste, continu, gazeux, complexe, postmoderne voire quantique. Le temps n'est plus un temps dogmatique linéaire homogène et réversible : le droit est lui aussi traversé par la « multiplicité des temps sociaux » (Gurvitch).

De l'autre côté, le droit scandent la vie des acteurs : cette image est persistante au moins dans les sociétés occidentales.

De la naissance à la mort des personnes, le code civil fixe les obligations, les droits et les interdictions par rapport aux âges, aux durées, aux délais, aux suspensions, aux aléas, à l'avant, au pendant, à l'après des actes, à l'immédiat, à l'urgence : la majorité électorale, le contrat, le bail, la promesse, les fiançailles, le mariage, les successions en sont des exemples. De même l'âge de la victime ou du délinquant est important en droit pénal et conditionne la qualification de certains crimes. La peine s'exprime en mois ou en années, l'infraction peut disparaître après le délai de prescription, la sanction après l'amnistie. La sécurité juridique est en équilibre entre l'oubli et la mémoire, entre la rétroactivité limitée et les droits acquis. Le droit structure le temps social et fonde l'imaginaire collectif. Mais est-il le seul à remplir cette fonction ? N'entre-t-il pas en concurrence avec d'autres normativités (techniques, éthiques, ...) fondées sur d'autres temps ?

Ces deux approches nous permettront de décrire les deux visions temporelles du droit.

Je vous proposerai alors de conclure sur les philosophies du temps en droit et notamment sur celle d'Husserl qui dans *Recht und Zeit* (1955) distingue les trois dimensions classiques du temps par rapport aux trois pouvoirs : l'exécutif s'inscrit dans le présent, le judiciaire dans le passé, le législatif dans le futur. Sommes nous dans un temps fixe celui du présent éternel de l'administration, devenue dominante actuellement, face à des instruments législatifs, transitoires, prospectifs, expérimentaux mais sans projet, et de nouvelles formes de justice alternatives, flexibles, voire numériques mais sans mémoire ?